

LE PAVÉ

Ils sont « monsieur et madame tout le monde », « le payeur de taxe » et « les gens des régions » et, en dépit de leur anonymat, ils savent que le pouvoir corrompt, que les boss s'en mettent plein les poches, que la planète se meurt, qu'ils travaillent trop. Ils savent que des élections vont reconduire l'apparence de légitimité qu'il faut au pouvoir pour continuer à les exploiter.

UN PIED DANS L'URNE

Le problème ce n'est pas tant les élections que la signification qu'on prétend leur donner. Ne visent-elles pas à ménager une sortie de « crise » en pacifiant la lutte ?

Mais de quelle crise parle-t-on ?

La crise financière et les méga subventions aux banques ? La crise écologique et les méga subventions aux compagnies pour laver leur image ? Les guerres perpétrées au nom de cette même démocratie ? La « crise » actuelle est la manifestation d'un mouvement populaire qui refuse haut et fort, à travers le monde, les dictats du capitalisme. Aucune élection ne résoudra ça ... et c'est tant mieux !

Ayant adopté le projet de loi 78, la très spéciale loi 12, l'État montre sa véritable nature: aménager les conditions pour que les intérêts des puissants ne connaissent plus d'entraves à leur déploiement, conditions appuyées sur la peur auto-entretenu. Les gouvernements règnent et sévissent pour défendre les intérêts de leurs copains des multinationales et du capital financier.

À la question sociale, pas de solution électorale.

LEURS LOIS, SPÉCIALES OU PAS, ON S'EN CRISS!

Sans surprise, on constate qu'une nouvelle échéance électorale s'annonce. Voilà une stratégie d'envergure de l'État pour récupérer la grève, parce qu'elle pourrait devenir de plus en plus féroce, voire révolutionnaire! On fait croire habilement à l'électorat que c'est lui qui choisira l'issue de la crise. C'est bien le moment pour les politiciens de ressortir leurs grands discours, de s'annoncer comme les sauveurs-gestionnaires de la crise et de gagner du capital politique. Ceux-là prétendent représenter les aspirations des gens en les dictant.

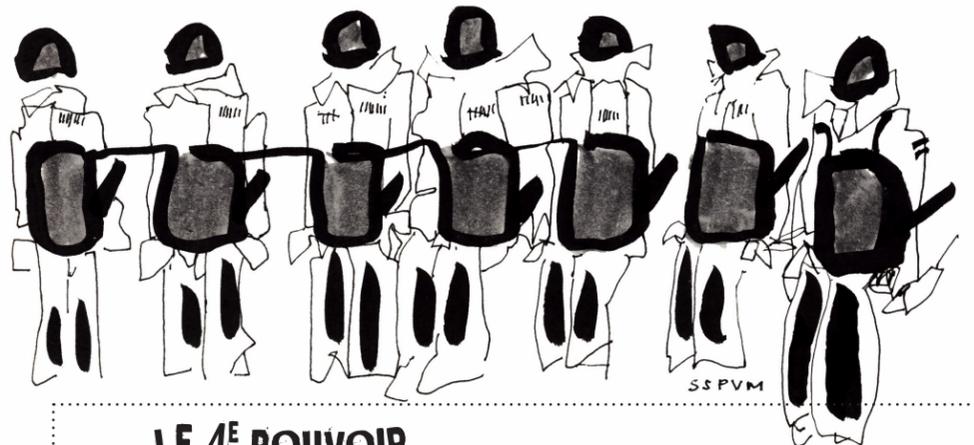
Soyons sincères: aucun politicien ne pourra jamais rendre même le centième de la liberté et de la solidarité vécues durant un mouvement de grève. Les compagnon.nes commencent à peine à se reconnaître, à partager la complicité qui leur permet enfin de se rencontrer et de se questionner pour devenir maîtres de leurs propres vies. Plusieurs camarades, refusant de se soumettre, ont choisi un destin qui ne s'accorde pas avec les désirs de richesse, de domination et de contrôle des ennemis. Comme d'habitude, les politiciens lancent des messages insécurisants et ils sèment le doute quant à la capacité des rêveurs à produire leur existence autrement, ou quant à l'habileté à créer d'autres formes d'éducation qui ne passeraient pas par l'État, par exemple.

Retourner en classe n'a tout de même aucun sens. Arrêter de produire ou saboter la circulation du capital et des marchandises, simplement parce qu'on n'y croit plus, répond d'un désir partagé de réappropriation des espaces et des modes de vie. On veut plus de liberté, plus de rencontres, plus de combats contre les flics, et cela même si ce n'est que dans le but de mettre en jeu, d'évaluer et d'améliorer les forces et potentiels révolutionnaires. La solidarité dans l'action se construit par l'expérience.

Alors que leurs lois fascistes illégallisent la grève et que les syndicats sont vendus, rien ne doit empêcher les complices de se retrouver afin que ceux et celles-ci s'organisent en transformant leurs quotidiens et en mettant la main à la pâte: les travailleur.euses, les étudiant.es, les BS, les mères, les enfants et tous les autres qui sont à boutte. Issues de la popularisation du mouvement de grève et de l'élargissement de la contestation dans la rue contre la loi et l'ordre, les assemblées populaires autonomes s'organisent maintenant dans les quartiers. Celles-ci pourraient se répandre dans les milieux de travail et dans les écoles afin de repousser les limites légales, institutionnelles, autoritaires, médiatiques et associatives qui sont imposées partout. Lorsque la grève devient illégale, la grève sauvage, autonome et hors-la-loi s'organise!

Aucune élection ne pourra jamais nous donner la liberté. C'est à ceux et celles qui la veulent d'aller la prendre. Les urnes sont de ces dispositifs qui font croire aux gens qu'ils ont un pouvoir de décision. Il y a celles et ceux parmi nous qui sont d'avis qu'il faut les brûler parce qu'elles nous aliènent, reprendre les rues, occuper les espaces, bloquer les écoles et continuer la grève par tous les moyens, se réappropriant nos vies, nos corps et notre dignité.

Grève Sauvage et révolution.



LE 4^E POUVOIR

Les médias. Ce n'est pas qu'ils mentent, c'est qu'ils relaient une vérité mise en boîte, douteuse ou sensationnaliste. Ils reproduisent un monde qui carbure aux élections, à l'exploitation, au sexisme et au racisme. Pendant 5 mois de grève, ils ont pris soin de présenter quelques instants choisis pour leurs effets de reproduction de la peur et de la misère, laissant de côté la diversité des expériences et des engagements. Tout le monde n'y a pas cru. Dans la rue, nous étions de plus en plus nombreux.se.s. Les médias vont maintenant mettre en scène une fausse concurrence sur le marché des idées politiques et relayer le discours de la pacification comme si le véritable enjeu de l'autonomie pouvait se cantonner à la concurrence pour la moins pire équipe. Médias et politiciens, main dans la main pour le beurre et l'argent du beurre.

PARCE QUE LA LUTTE NE FAIT QUÉ COMMENCER

Manifs et contingent anti-capitaliste / anti-électoraliste

- Dans la manif de soir: mercredi le 1er août (Place Émilie-Gamelin 20h30)
- Dans la manif du 22 août
- Manif lors du débat des chefs
- Manif le jour des élections

Plus d'infos à venir:

www.contreleselections.wordpress.com



LE PLAN NORD ET LA POURSUITE DU COLONIALISME

Au début de la grève en février, Le Devoir publiait une affirmation de la CLASSE (Coalition Large de l'ASSÉ), via son porte parole G. Nadeau Dubois: «La Coalition affirme qu'elle a une panoplie d'alternatives à proposer au gouvernement pour financer l'éducation, comme le Plan Nord, par exemple. Le Plan Nord, comme de plus en plus d'intervenants le disent, est un «bar ouvert» pour les compagnies minières étrangères. Pourquoi ne pas aller chercher de l'argent en redevances?». Comme s'il était évident que les redevances minières était une option pour le financement de l'éducation. Ces déclarations ont fait réagir et ont amené des assemblées étudiantes à faire le lien entre leurs revendications et celles des communautés affectées pas les méga projets d'exploitation.

Le Plan Nord est un projet de développement économique visant à enrichir les corporations en soutenant l'exploitation industrielle non-durable des ressources naturelles des territoires nordiques et, d'autre part, le Plan Nord n'est que la continuité du projet d'assimilation des autochtones au sein des institutions québécoises.

Les grévistes, tellement épris de justice sociale, ne peuvent pas proposer de passer sur le corps des Cris, de saccager la forêt boréale, d'ouvrir le ventre du Nunavik pour en extraire de l'uranium et des diamants, de coloniser les Abitibiens-ne-s, les Nord-Côtoise-s, de scraper le golfe du St-Laurent en harnachant les dernières grandes rivières de la Côte-Nord, de piler sur les Innus, de massacrer les caribous des bois, et tout le reste, pour financer l'éducation. Pour toucher des redevances sur l'exploitation, il faut exploiter. Or, cette dynamique impliquerait une désolidarisation du mouvement étudiant d'avec les luttes autochtones, d'avec la réalité des régions. Elle supposerait une prise de position favorable au discours capitaliste de destruction de la nature et au discours colonialiste opposé aux luttes de libération sociale des communautés touchées par le Plan Nord.

La CLASSE ne s'est toujours pas positionnée sur le sujet des redevances minières.



RETOUR À L'ANORMALE

L'État s'est accaparé le monopole de la démocratie. Et cette vision s'est répandue jusque dans les cercles bien pensants de la gauche, récupérateurs en chef de la grève étudiante et de la tension sociale qui en a résultée. Le gouvernement délégitime depuis des mois les formes de démocratie étudiante, tandis que la gauche socialement acceptable va essayer de convaincre les grévistes que la victoire est au fond des urnes.

Comment un changement au parlement peut-il conduire à une victoire dans la lutte contre la hausse des frais de scolarité? Dans la hâte frénétique d'un *retour à l'ordre*, les sermons sur la responsabilité d'aller voter et l'inutilité de poursuivre la grève pendant et après la campagne électorale sont autant de tentatives pour noyer les revendications étudiantes dans un *retour à la normale*.

Ce qu'on nie aux étudiant.es à travers ces «conseils» paternalistes, c'est le pouvoir qu'ils et elles se sont donné pendant la grève. Celui de perturber, de déranger, de lutter. Ce qu'on veut leur enlever, c'est la souveraineté que les étudiant.es ont affirmé sans en demander la permission.

Le mouvement de grève a intégré à ses actions et à ses analyses une compréhension plus globale du conflit social – inégalités, sexisme, racisme, pauvreté – il ne va pas s'arrêter sur cette lancée. Avec la loi 78, le Règlement P-6 et la répression toujours plus violente, le gouvernement essaie de tuer le mouvement. Ils ont peur. Efforçons-nous de leur donner raison. Pas de trêve pour l'État.

Il ne s'agit pas ici de proposer une alternative précise mais simplement de détruire l'idée que l'État possède le monopole de la démocratie et de la souveraineté. **La grève doit continuer.**

www.contreleselections.wordpress.com



Le PQ c'est comme le PLQ, mêmes politiques pro-capitalistes, moins la Lutte

NE PASSONS PAS DANS LA SOUPAPE, MAINTENONS LA PRESSION !

L'élection, la voie légale de la contestation, suppose que le vote est le seul moyen acceptable d'obtenir un changement, si minime soit-il. Cette supposition implique la criminalisation de toutes les autres méthodes de contestation. Le vote permet de jouer un rôle de soupape face à la grogne populaire donnant un vague sentiment de participation à la vie politique.

Le cirque des élections permet aux politicien.ne.s de restaurer leur autorité et de légitimer l'emploi de la force pour la faire respecter. Élire des politicien.ne.s qui votent les lois qui nous enferment ne fait pas rêver. Changer la couleur de la matraque ne va pas attendrir les hordes d'anti-émeutes, ni atténuer le bruit de fond des sirènes policières et des hélicoptères, disperser les gaz ou empêcher les arrestations.

LE PAVÉ

Journal révolutionnaire contre la récupération électorale 2/2

